

CADRE CITIZEN
PROPOSONS
ENSEMBLE

Virer Sarko en 2012 ? OUI !

**C'est nécessaire mais pas
suffisant !!**

Nous qui sommes si nombreux à nous être emparés de la mobilisation sociale, nous qui souhaitons un vrai changement de société, engageons-nous avec la même détermination dans le débat sur les transformations radicales dont la France et l'Europe ont besoin et que la gauche devra réaliser si elle veut battre durablement la droite. »

**Comment faire?
En devenant acteur
du débat politique !**

C'est à vous, à nous ensemble, de dire :

« Voilà ce que la gauche devra faire :

la gauche, c'est la retraite à 60 ans, à taux plein ; la gauche, c'est la création d'un pôle public bancaire et financier pour une utilisation des profits, des fonds publics et du crédit qui servent à développer les humains et non la spéculation ; la gauche, c'est l'interdiction des licenciements et la sécurisation de l'emploi et de la formation ; la gauche, c'est l'augmentation des salaires et pas celle des dividendes ; la gauche c'est l'abrogation de toutes les réformes sécuritaires, liberticides promulguées par Besson et Hortefeux, la gauche c'est donner la parole et des pouvoirs aux citoyens dans l'entreprise, dans la cité, la gauche, c'est l'attachement à la commune, au département, à la région, à leur liberté d'action et de coopération, à leurs services publics locaux, la gauche c'est une autre politique européenne et une union refondée, « la gauche, c'est remettre l'humain et l'avenir de la planète au cœur de la société ».

Non vraiment, nous ne voulons plus d'une gauche qui renonce à ces objectifs-là !



**ASSEZ PROPOSONS ENSEMBLE
DES IDÉES**

CE QUE LA GAUCHE DEVRA FAIRE ? A VOUS DE VOUS EN MÊLER !

Ca m'intéresse. Je m'engage

- ☐ pour participer à la construction d'un programme populaire et partagé
- ☐ j'adhère au Parti communiste français

Nom : Prénom :
Adresse : CP : Ville :
Tel : Email :

Coupon à signer et à retourner à : Parti Communiste du Puy de Dôme
34 rue des Clos - BP 14 - 63018 Clermont ferrand - Cedex 2 Tel : 04 73 24 14 17 / Fax : 04 73 25 57 24 / pcf63@wanadoo.fr



C'est le sens du programme populaire et partagé que le Parti communiste français et les forces du Front de Gauche entendent construire, au cœur des mobilisations, au cœur d'une union populaire pour satisfaire les besoins humains en prenant l'argent là où il est !

Contre le pacte de l'argent qu'ils ont scellé en 2007 au Fouquet's, le temps est venu de construire, ensemble, un programme populaire et partagé !

TOUJOURS FAIRE PAYER LES MÊMES

**CA
SUFFIT !!**

**"Ceux qui vivent
sont ceux qui luttent"**

Victor HUGO



Nous sommes bien vivants et bien décidés à continuer les luttes.

Le mouvement social sur la réforme des retraites a posé avec force une question centrale : celle de la création et de la répartition des richesses. Quant les entreprises du CAC 40 voient leurs résultats bondir de 85%, on fait payer cette réforme à 85% par les salariés et on égratigne à peine le capital. Mais cette réforme réactionnaire s'inscrit dans un ensemble plus vaste : **une offensive globale démantelant la République issue du Conseil National de la Résistance.**

Voilà ce que disait Denis Kessler, ancien vice-président du Medef, en 2007 :

« Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork tant elles paraissent variées, d'importance inégale et de portée diverses (...) A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ».

C'est l'intégralité de notre pacte social qui est sur la sellette. Et ce n'est pas fini !! Le gouvernement Sarko/Fillon nous promet l'hyper austérité avec, par exemple, le gel des prestations sociales, le gel du point d'indice des fonctionnaires jusqu'en 2013, l'élargissement de la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite dans les collectivités locales et à la sécurité sociale, la mise sous condition des ressources des allocations familiales, le déremboursement des médicaments, l'étranglement financier des collectivités territoriales ...

Mais pour les financiers, pour les Bettencourt et consorts, aucune inquiétude. La rigueur, elle frappera toujours les mêmes. C'est pour cela qu'il faut poursuivre la lutte, les luttes. C'est pour cela que le PCF lance un appel à **construire ensemble le projet que, demain, la gauche devra porter et appliquer si elle arrive au pouvoir : un programme populaire et partagé!**



**Membre
du**



L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE

Ces dernières semaines plusieurs millions de Françaises et de Français se sont mobilisés dans tout le pays contre le projet gouvernemental des retraites, plusieurs millions à exiger son abandon et l'ouverture d'un véritable débat sur une réforme alternative garantissant la retraite à 60 ans, à taux plein. La lutte a été massive et populaire : **3 Français sur 4** l'ont soutenu et ont condamné le refus de négocier du gouvernement. **67% des Français condamnent cette loi injuste socialement et inefficace économiquement, un vrai recul de société.** Le président et son gouvernement méprisent les attentes populaires et traitent la jeunesse en ennemie !

Déterminés pas résignés

De cette société-là, on n'en veut pas !

Nous avons tous fait nos comptes ! Le recul de l'âge légal de départ à la retraite, l'allongement de la durée de cotisation, c'est vouloir diminuer le montant de nos pensions et ouvrir la porte à la capitalisation. **Cette attaque en prépare d'autres contre la sécurité sociale et les services publics.**

Ensemble, nous sommes des millions à rejeter la société ultralibérale, modelée par Sarkozy et sa majorité : une société autoritaire et antisociale, aux ordres du MEDEF et des marchés financiers.



Et c'est d'autant plus intolérable que des centaines de milliards d'euros de fonds publics ont été dépensés sans contrepartie, depuis le début de la crise financière, pour sauver les banques et les dividendes des actionnaires.

« De vraies retraites et de vrais emplois pour toutes et tous ! »

Nous avons été des millions dans la mobilisation à avoir pleinement conscience qu'il faut dès maintenant s'attaquer aux inégalités sociales, de carrière, d'emplois et de salaires, et à la précarité qui fragilisent de plus en plus d'entre nous, femmes et jeunes travailleurs en premier lieu.

Quand on est de gauche c'est 60 ans et à taux plein !

Toutes les formations politiques ne sont pas sur la même longueur d'onde ! Le PS s'est prononcé à plusieurs reprises pour l'allongement de la durée de cotisation à 42 ans, Europe Ecologie - Les Verts sont favorables à un allongement de la durée de cotisation à 42 ans voire 44 ans. Chaque citoyen peut faire le calcul, une personne qui a fait des études et commencé à travailler à 27 ou 28 ans, ou une personne qui a connu des périodes de chômage ne pourra dans ces conditions prendre sa retraite qu'à 68, 70 ou 72 ans ! Sur la question du droit à la retraite, comme sur toutes les questions, il ne s'agit pas de céder aux logiques libérales européennes et mondiales.

Les parlementaires communistes, républicains et citoyens se sont opposés avec détermination au projet Sarkozy-Woerth. Ils défendent une autre logique de financement des retraites qui pérennise le système solidaire des retraites par répartition, **la retraite à 60 ans à taux plein avec une carrière complète.** Ils proposent de mettre à contribution le capital, de développer l'emploi et les salaires : base du financement du système par répartition, en faisant cotiser les revenus financiers des entreprises et des banques, en modulant le taux de la cotisation sociale patronale, avec une sorte de bonus-malus pour favoriser l'essor de l'emploi, des qualifications et des salaires, en mettant fin aux exonérations de cotisations patronales.

Non au recul de civilisation

Deux projets de société s'affrontent : celui d'une protection sociale large à tous les âges de la vie et de services publics étendus contre celui de l'insécurité sociale permanente ; celui de la solidarité, de la coopération et du vivre ensemble contre celui de la mise en concurrence et de l'individualisme ; celui du travail libéré, du temps de vivre, de se cultiver et de s'adonner à des activités sociales choisies contre celui de toutes les aliénations, toutes les exploitations, toutes les dominations.

Le temps est venu de formuler un projet collectif qui puisse ouvrir la voie à une ère nouvelle démocratique, politique et sociale pour notre pays. La gauche est souvent rassemblée contre la droite mais elle n'est pas unie sur les contenus et les conditions du changement tant attendu.

Nous avons besoin d'une véritable alternative de changement pour de nouveaux choix de société, pour de nouveaux droits pour les individus et les peuples.

Partout, en Europe des manifestations de plus en plus unitaires vont dans ce sens en portant des exigences de ruptures avec les orientations actuelles de l'Union Européenne.

L'Union Européenne et le Fond Monétaire International (FMI) sont à la manœuvre : le pire est à craindre pour les peuples d'Europe



Après avoir sévit en Grèce, c'est au tour des Irlandais de bénéficier – pour leur malheur – des mannes de l'Union Européenne. 90 milliards d'euros sont ainsi consacrés à ce qu'il est abusivement appelé « sauvetage » de son secteur bancaire, mais qu'il serait plus juste de renommer « destruction » de son économie ! Comme la population grecque, le peuple irlandais va payer le prix fort des errements de ses dirigeants. Sa dette colossale est devenue une aubaine pour les marchés financiers qui y voient un formidable terrain de jeu pour la spéculation financière. La médication à venir est connue. Elle comprend de nouvelles réductions des allocations chômage et familiales ainsi que de nouvelles suppressions d'emplois publics.

Le gouvernement irlandais s'apprête même à s'attaquer au salaire minimum. Après la Grèce au printemps dernier, l'Irlande devient ainsi le deuxième pays de la zone euro à passer sous les fourches caudines des marchés financiers.

Cette potion est pire que le mal. Au bout c'est le désespoir pour les Irlandais, sans que les causes, qui ont rendu possible cette situation de déficit abyssal, soient résolues. Rien n'est possible s'il n'est pas mis un terme à tous ces mécanismes financiers dédiés aux plus riches et déconnectés de l'économie réelle. La BCE doit être placée sous l'autorité des peuples européens et non l'inverse. Le PCF dénonce ce plan d'affameur où pieds et poings liés, l'Irlande passe à la casserole à la sauce grecque.

Journée d'action européenne

Pour s'opposer aux plans d'austérité

Mercredi 15 décembre à 11H - Place de Jaude